

## bpost : résultats du second trimestre 2017

### Faits marquants du second trimestre 2017

---

- Les **produits d'exploitation (revenus)** s'élèvent à 699,6 millions EUR, **en hausse de 18,2 %**, grâce aux performances exceptionnelles des Parcels et aux acquisitions.
- **Baisse sous-jacente du volume du Domestic Mail de 6,7 %**, expliquée par une base de comparaison défavorable (-3,8 % au 2ème trimestre 2016) et une substitution électronique accrue au niveau du Transactional Mail. On relève une tendance forte et positive en ce qui concerne l'Advertising mail.
- **Hausse exceptionnelle des volumes des Domestic Parcels, de l'ordre de 25,5 %** (+18,3 % au 2ème trimestre 2016), boostés par la forte croissance de l'e-commerce, l'arrivée de nouveaux clients et une tendance positive continue au niveau du C2C. Effet prix/mix de -6,6 %, totalement lié au mix.
- **Augmentation de 13,1 millions EUR pour International Parcels**, étayée par une contribution positive résultant des acquisitions et une augmentation des flux en provenance d'Asie et d'Europe.
- Les **Additional sources of revenues** (en hausse de 70,6 millions EUR) ont bénéficié de l'influence du rachat d'Ubiway.
- **L'évolution organique des coûts est conforme aux prévisions.** L'augmentation des charges d'exploitation est expliquée par les acquisitions, à hauteur de 107,5 millions EUR. Les coûts de transport ont augmenté, parallèlement à l'évolution positive des activités internationales.
- **L'EBITDA est totalement conforme à celui de l'an dernier et à nos prévisions.**
- **Le bénéfice net de bpost SA selon les normes BGAAP** s'établit à 76,5 millions EUR.

### Déclaration du CEO

---

Koen Van Gerven, CEO, s'est exprimé comme suit : « Avec les résultats du deuxième trimestre nous maintenons le cap pour 2017. Les performances exceptionnelles dans le domaine des paquets, la contribution positive de nos acquisitions et le contrôle strict des dépenses compensent le déclin anticipé des volumes du courrier national et les contraintes réglementaires s'appliquant à la tarification du panier des petits utilisateurs. La nouvelle loi postale que vient d'annoncer le Gouvernement belge devrait pourvoir le marché postal belge d'un cadre réglementaire stable et prévisible. Nous confirmons notre ambition, à savoir proposer le même niveau de résultats opérationnels et de dividendes que l'année dernière. »

### Perspectives confirmées pour 2017

---

Nous tablons sur une augmentation des revenus, grâce à :

- une **croissance du volume à deux chiffres** pour les **Domestic Parcels**, avec un effet prix/mix d'environ -4 % ;
- une **croissance continue des Internationals parcels**, soutenue par les acquisitions ;
- une augmentation des revenus de vente au détail d'Ubiway.
- Le tout compensé en partie par un **recul net du volume de Domestic Mail, de 5 à 6 %**, lui-même partiellement contrebalancé par une **augmentation de 1,5 % en moyenne des prix du Domestic Mail**. Au troisième trimestre, nous comptabiliserons 1 jour ouvrable de moins pour les machines à affranchir et 2 de moins pour les timbres et au quatrième trimestre, 1 de moins pour les machines à affranchir et 1 de plus pour les timbres par rapport aux mêmes trimestres de 2016.

Sur le plan des dépenses, nous nous attendons à une hausse, sous l'effet de :

- l'augmentation des coûts de transport, reflétant la croissance des International Parcels ;
- la consolidation des sociétés acquises ;
- l'indexation des salaires confirmée pour juillet 2017 ;

- autant d'éléments partiellement compensés par les améliorations constantes de la productivité, l'optimisation du mix ETP et
- l'optimisation continue des coûts.

Cela conduit à notre ambition, qui consiste à atteindre **un EBITDA et un dividende récurrents pour 2017 d'un niveau égal à ceux de 2016.**

Le **capex** brut devrait se chiffrer à quelque **90,0 millions EUR**, en lien principalement avec les prochains investissements consentis pour Vision 2020. De plus, le capex d'Ubiway s'élèvera au maximum à **10,0 millions EUR**.

## Chiffres clés

2e trimestre (en millions EUR)			
	Publiés		
	2016	2017	% Δ
Total des produits d'exploitation (revenus)	591,9	699,6	18,2%
Charges d'exploitation	432,5	540,3	24,9%
<b>EBITDA</b>	<b>159,4</b>	<b>159,3</b>	<b>-0,1%</b>
Marge (%)	26,9%	22,8%	
<b>EBIT</b>	<b>136,8</b>	<b>136,0</b>	<b>-0,5%</b>
Marge (%)	23,1%	19,4%	
<b>Résultat avants impôts</b>	<b>130,2</b>	<b>140,1</b>	<b>7,6%</b>
Impôts sur le résultat	42,3	40,4	
<b>Résultat net</b>	<b>87,9</b>	<b>99,7</b>	<b>13,5%</b>
<b>Flux de trésorerie opérationnel disponible</b>	<b>(14,6)</b>	<b>0,8</b>	
<b>Résultat net bpost S.A. (BGAAP)</b>	<b>81,4</b>	<b>76,5</b>	<b>-6,0%</b>
<b>Dettes nettes (trésorerie nette), au 30 juin</b>	<b>(729,9)</b>	<b>(596,2)</b>	<b>-18,3%</b>

Premier semestre (en millions EUR)			
	Publiés		
	2016	2017	% Δ
Total des produits d'exploitation (revenus)	1.196,5	1.421,1	18,8%
Charges d'exploitation	861,2	1.084,8	26,0%
<b>EBITDA</b>	<b>335,3</b>	<b>336,3</b>	<b>0,3%</b>
Marge (%)	28,0%	23,7%	
<b>EBIT</b>	<b>290,7</b>	<b>290,2</b>	<b>-0,2%</b>
Marge (%)	24,3%	20,4%	
<b>Résultat avants impôts</b>	<b>279,5</b>	<b>290,4</b>	<b>3,9%</b>
Impôts sur le résultat	95,7	94,7	
<b>Résultat net</b>	<b>183,7</b>	<b>195,8</b>	<b>6,5%</b>
<b>Flux de trésorerie opérationnel disponible</b>	<b>231,3</b>	<b>167,1</b>	<b>-27,8%</b>
<b>Résultat net bpost S.A. (BGAAP)</b>	<b>171,4</b>	<b>170,8</b>	<b>-0,3%</b>
<b>Dettes nettes (trésorerie nette), au 30 juin</b>	<b>(729,9)</b>	<b>(596,2)</b>	<b>-18,3%</b>

### Pour plus d'informations:

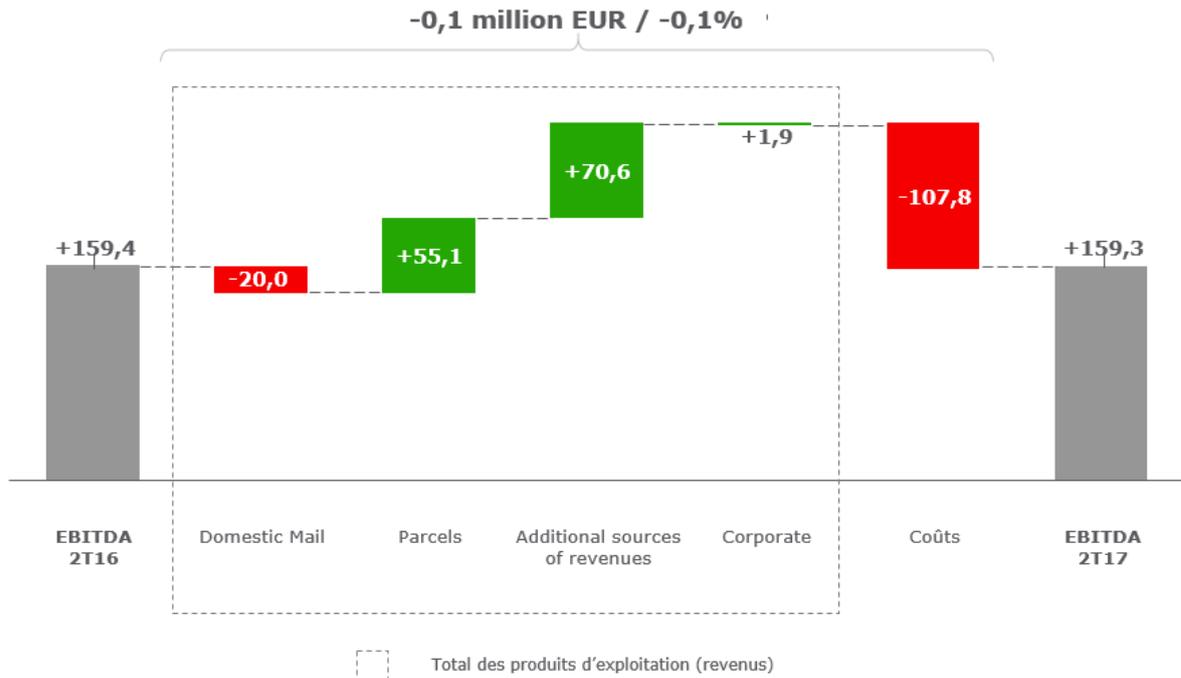
Baudouin de Hepcée T. +32 2 276 2228 (presse et investisseurs)  
 Saskia Dheedene T. +32 2 276 7643 (uniquement investisseurs)

[corporate.bpost.be/investors](http://corporate.bpost.be/investors)  
[investor.relations@bpost.be](mailto:investor.relations@bpost.be)

## Compte de résultats

Second trimestre 2017

Millions EUR



Le **total des produits d'exploitation** a augmenté de 107,6 millions EUR (soit 18,2 %), pour atteindre 699,6 millions EUR. Cette augmentation repose sur la croissance des Parcels (55,1 millions EUR, expliquée par les excellentes performances au niveau des Parcels et l'intégration de DynaGroup au sein de Logistic Solutions), ainsi que sur l'intégration d'Ubiway, qui a le plus contribué à la hausse des Additional sources of revenues (+70,6 millions EUR) et du total des produits d'exploitation attribuable à Corporate (+1,9 million EUR). Tous ces effets ont été en partie compensés par le recul du Domestic Mail, l'augmentation des prix du Domestic Mail (+3,6 millions EUR) étant dépassée par la baisse de volume du Domestic Mail (-21,1 millions EUR) et l'impact de deux jours ouvrables de moins (-2,5 millions EUR).

Les coûts ont augmenté de 107,8 millions EUR, soit 24,9 %, en raison surtout de la consolidation des nouvelles filiales, ce qui a donné lieu à un EBITDA conforme à celui du précédent exercice et à un EBIT légèrement inférieur à celui de l'année dernière. L'EBITDA et l'EBIT ont diminué respectivement de 0,1 million EUR et 0,7 million EUR.

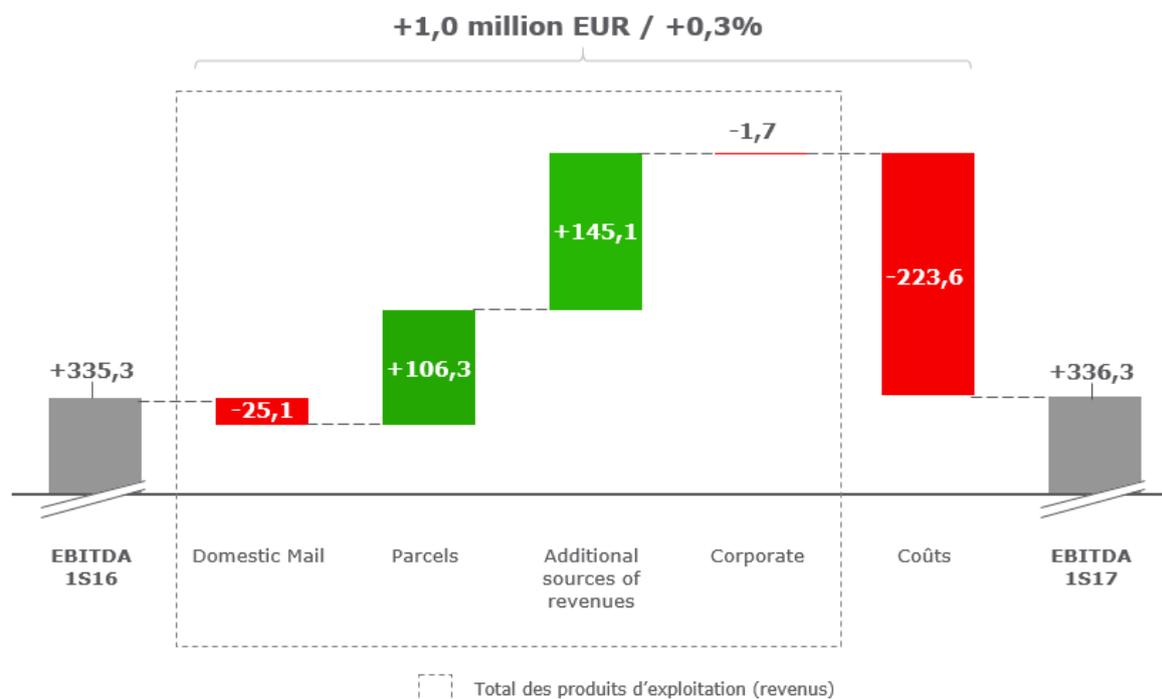
Les **résultats financiers nets** ont augmenté de 11,6 millions EUR. Cette évolution s'explique essentiellement par l'augmentation l'année dernière des charges financières hors trésorerie liées aux avantages du personnel IAS 19, causée par la diminution des taux d'actualisation durant cette période.

L'**impôt sur le résultat** a diminué de 1,9 million EUR par rapport à l'année dernière.

Le **résultat net IFRS du groupe** a atteint 99,7 millions EUR, contre 87,9 millions EUR l'année dernière. Le **bénéfice net selon les normes belges GAAP** de la société mère s'est élevé à 76,5 millions EUR.

Premier semestre 2017

Millions EUR



**Le total des produits d'exploitation** a augmenté de 224,6 millions EUR (soit 18,8 %), pour atteindre 1.421,1 millions EUR. Les Parcels ont augmenté de 106,3 millions EUR sous l'effet de la croissance du volume des Domestic Parcels, des bonnes performances des International Parcels et de l'intégration de DynaGroup au sein de Logistic Solutions. De plus, les Additional sources of revenues ont augmenté de +145,1 millions EUR, profitant essentiellement de l'intégration d'Ubiway. Tous ces effets ont été en partie compensés par la diminution du Domestic Mail (-25,1 millions EUR, baisse essentiellement liée au volume) et le total des produits d'exploitation attribuable à Corporate (-1,7 million EUR).

Les coûts ont augmenté de 223,6 millions EUR, soit 26,0 %, en raison surtout de la consolidation des nouvelles filiales, ce qui a donné lieu à un EBITDA et un EBIT conformes à ceux de l'année dernière. L'EBITDA a dépassé de 0,3 % celui du précédent exercice, l'EBIT étant quant à lui inférieur de 0,2 % à celui de l'an dernier.

Les **résultats financiers nets** ont augmenté de 11,9 millions EUR. Cette évolution s'explique essentiellement par la augmentation l'année dernière des charges financières hors trésorerie liées aux avantages du personnel IAS 19, engendrée par la diminution des taux d'actualisation durant cette période.

Les dépenses relatives à l'**impôt sur le résultat** ont diminué par rapport à l'année dernière.

**Le résultat net IFRS du groupe** s'est élevé à 195,8 millions EUR. Le **bénéfice net selon les normes belges GAAP** de la société mère se chiffre à 170,8 millions EUR.

## Total des produits d'exploitation

À la suite des acquisitions de l'année dernière, qui ont entraîné une expansion des produits et services, le portefeuille de revenus du Groupe bpost a été actualisé de façon à mieux refléter les différentes activités. Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, les solutions de parcels et les services de fulfillment ont été transférés sous le portefeuille Logistic Solutions (anciennement Special Logistics), alors que les activités Kariboo d'Ubiway et les activités douanières ont été repositionnées sous Domestic Parcels. Ces portefeuilles avaient été précédemment comptabilisés sous les Additional sources of revenues, plus particulièrement sous les Value added services & Other. Les produits paquets d'Asie ont fait l'objet d'un alignement et sont à présent comptabilisés dans le portefeuille International Parcels et non plus sous International Mail. Enfin, les activités de distribution de presse et des produits de convenance d'Ubiway sont passées du poste Other à la nouvelle catégorie de produits Distribution.

Prenant en compte ces changements, les chiffres de 2016 au niveau des portefeuilles de produits ont été présentés de manière à refléter ces changements. Les chiffres comparables se retrouvent sous l'intitulé « Comparable ». Les variances mentionnées ci-dessous comparent les chiffres de 2017 avec les chiffres comparables de 2016.

### Second trimestre 2017

En millions EUR	2T16	Reclassification	2T16 Comparable	Δ	2T17	% Δ	var. vol. sous-jacente %
<b>Domestic mail</b>	<b>356,3</b>		<b>356,3</b>	<b>(20,0)</b>	<b>336,3</b>	<b>-5,6%</b>	<b>-6,7%</b>
Transactional mail	223,9		223,9	(22,3)	201,6	-9,9%	-9,9%
Advertising mail	60,8		60,8	1,8	62,6	2,9%	+4,5%
Press	71,6		71,6	0,5	72,1	0,7%	-5,0%
<b>Parcels</b>	<b>88,4</b>	<b>2,0</b>	<b>90,4</b>	<b>55,1</b>	<b>145,5</b>	<b>61,0%</b>	
Domestic parcels	45,2	0,9	46,1	8,5	54,6	18,4%	+25,5%
International parcels	41,2	0,3	41,5	13,1	54,5	31,5%	
Logistic Solutions	2,1	0,7	2,8	33,6	36,4	-	
<b>Additional sources of revenues</b>	<b>139,6</b>	<b>(2,0)</b>	<b>137,7</b>	<b>70,6</b>	<b>208,2</b>	<b>51,3%</b>	
International mail	40,0	(0,3)	39,7	0,4	40,1	1,0%	
Value added services	27,4	(0,4)	27,0	(2,1)	24,9	-7,9%	
Banking and financial products	47,8		47,8	0,0	47,8	0,0%	
Distribution				24,2	24,2	-	
Retail & Other	24,4	(1,2)	23,2	48,1	71,3	207,1%	
<b>Corporate</b>	<b>7,6</b>		<b>7,6</b>	<b>1,9</b>	<b>9,6</b>	<b>25,6%</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>591,9</b>	<b>(0,0)</b>	<b>591,9</b>	<b>107,6</b>	<b>699,6</b>	<b>18,2%</b>	

Le **total des produits d'exploitation** a augmenté de 107,6 millions EUR, soit 18,2 %, passant de 591,9 millions EUR au deuxième trimestre 2016 à 699,6 millions EUR pour la même période de 2017.

Les revenus du **Domestic Mail** ont diminué de 20,0 millions EUR, pour s'établir à 336,3 millions EUR. Les baisses de volume publiée et sous-jacente (corrigée pour 2 jours ouvrables de moins) ont atteint respectivement -7,4 % et -6,7 % (contre -5,0 % de baisse sous-jacente du volume pour toute l'année 2016). Le deuxième trimestre de l'année dernière, qui était très bon avec une baisse sous-jacente du volume de -3,8 %, est une base de comparaison difficile pour le deuxième trimestre 2017, malgré la confirmation de la tendance positive de l'Advertising mail du premier trimestre 2017. Le Transactional

mail, avec des baisses de volume publiée et sous-jacente de respectivement -11,0 % et -9,9 % (vs. -5,9 % de baisse sous-jacente du volume pour toute l'année 2016), a de nouveau souffert de la substitution électronique et du transfert vers des produits meilleur marché.

L'Advertising mail a connu une augmentation publiée et sous-jacente du volume de +4,5 % pour le trimestre, à comparer à une hausse de +2,3 % au premier trimestre et à une baisse sous-jacente du volume de -3,0 % pour toute l'année 2016. Cette augmentation résulte de la focalisation sur les segments de croissance et les canaux indirects. Le volume Press a diminué sur une base publiée et sous-jacente, de -5,0 %, à comparer à la diminution sous-jacente de -3,1 % du précédent trimestre. Cela trouve principalement son explication dans certains éléments de phasage.

La baisse du volume de courrier total a affecté les revenus à concurrence de 21,1 millions EUR, de même que l'impact de 2 jours ouvrables de moins pour un montant de 2,5 millions EUR, que compense partiellement l'amélioration nette au niveau des prix et du mix, pour un montant de 3,6 millions EUR, bien qu'elle soit inférieure à celle de l'année dernière en raison de la décision des autorités concernant la tarification du panier du petit consommateur.

Les **Parcels** ont augmenté de 55,1 millions EUR, en raison de la croissance continue des Domestic Parcels (8,5 millions EUR) et des International Parcels (13,1 millions EUR). De plus, les Logistic Solutions ont enregistré une augmentation de 33,6 millions EUR, grâce à l'intégration de DynaGroup. La croissance pour le trimestre du volume des Domestic Parcels s'est accélérée, pour atteindre +25,5 % par rapport à un pourcentage d'augmentation déjà élevé de +24,5 % au premier trimestre 2017 et de +17,1 % pour toute l'année 2016, grâce à l'e-commerce, aux nouveaux clients et à la croissance continue des paquets C2C (offre en ligne). Les augmentations tarifaires ont été totalement compensées par l'évolution du mix client et produit, résultant en un effet prix/mix négatif de -6,6 %, qui a continué à impacter l'évolution des revenus. La croissance des International Parcels est expliquée par la contribution positive des acquisitions et de l'augmentation des volumes en provenance d'Asie et d'Europe.

Le total des produits d'exploitation générés par les **Additional Sources of Revenues** a augmenté de 70,6 millions EUR, pour s'établir à 208,2 millions EUR. L'intégration d'Ubiway a entraîné une augmentation pour les catégories Retail et Other, ainsi que pour la nouvelle catégorie de produit Distribution. L'International Mail (0,4 million EUR) a affiché une évolution positive, dans la foulée de volumes de courrier professionnel en hausse. Cette augmentation a été partiellement compensée par une baisse des revenus générés par les Value Added Services (-2,1 millions EUR).

Les revenus de Corporate ont augmenté de 1,9 million EUR.

## Premier semestre 2017

En millions EUR	1S16	Reclassification	1S16 Comparable	Δ	1S17	% Δ	var. vol. sous-jacente %
<b>Domestic mail</b>	<b>718,0</b>		<b>718,0</b>	<b>(25,1)</b>	<b>692,9</b>	<b>-3,5%</b>	<b>-5,7%</b>
Transactional mail	447,7		447,7	(31,9)	415,8	-7,1%	-8,4%
Advertising mail	125,9		125,9	4,0	130,0	3,2%	3,3%
Press	144,4		144,4	2,7	147,1	1,9%	-4,0%
<b>Parcels</b>	<b>175,3</b>	<b>3,5</b>	<b>178,8</b>	<b>106,3</b>	<b>285,1</b>	<b>59,5%</b>	
Domestic parcels	88,3	1,7	90,0	17,0	107,0	18,8%	+24,3%
International parcels	82,9	0,5	83,3	24,5	107,8	29,4%	
Logistic Solutions	4,2	1,3	5,5	64,9	70,3	-	
<b>Additional sources of revenues</b>	<b>278,2</b>	<b>(3,5)</b>	<b>274,7</b>	<b>145,1</b>	<b>419,8</b>	<b>52,8%</b>	
International mail	79,3	(0,5)	78,8	3,3	82,2	4,2%	
Value added services	53,3	(0,8)	52,5	(1,6)	50,9	-3,1%	
Banking and financial products	96,3		96,3	(2,0)	94,4	-2,0%	

Distribution			50,4	50,4	-	
Retail & Other	49,3	(2,3)	47,0	95,0	142,0	202,0%
<b>Corporate</b>	<b>25,0</b>		<b>25,0</b>	<b>(1,7)</b>	<b>23,3</b>	<b>-6,8%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1.196,5</b>	<b>(0.0)</b>	<b>1.196,5</b>	<b>224,6</b>	<b>1.421,1</b>	<b>18,8%</b>

Le **total des produits d'exploitation** a augmenté de 224,6 millions EUR, soit 18,8 %, passant de 1.196,5 millions EUR au premier semestre 2016 à 1.421,1 millions EUR pour la même période de 2017.

Les revenus du **Domestic Mail** se sont élevés à 692,9 millions EUR au premier semestre 2017, soit une baisse organique de 25,1 millions EUR par rapport à l'an dernier, due à un recul de l'évolution des volumes publié de -5,6 % et à un recul de l'évolution du volume sous-jacent de -5,7 %, partiellement compensés par une amélioration du prix et du mix.

Les revenus des **Parcels** ont augmenté de 106,3 millions EUR pour atteindre 285,1 millions EUR, sous l'effet principalement d'une hausse de 24,3 % du volume des Domestic Parcels, de la croissance des International Parcels et de l'intégration de Dynagroup dans Logistics Solutions.

Les **Additional sources of revenues** ont atteint 419,8 millions EUR, en hausse de 145,1 millions EUR, en raison essentiellement de l'intégration d'Ubiway et de la croissance de l'International Mail (3,3 millions EUR), partiellement compensées par la diminution des activités bancaires et financières (-2,0 millions EUR) et des Value added services (-1,6 million EUR).

Les revenus liés aux activités **Corporate** ont diminué de 1,7 million EUR, pour s'établir à 23,3 millions EUR, principalement en raison de recettes inférieures issues de la vente de bâtiments.

## Charges d'exploitation

### Second trimestre 2017

En millions EUR	2T16	2T17	Evolution %
Charges de personnel et frais d'intérim	280,7	298,4	6,3%
<i>ETP</i>	24.353	25.852	6,2%
Services et biens divers (excl. frais d'intérim et coûts de transport)	96,5	104,2	8,0%
Coûts de transport	48,2	73,9	53,4%
Autres coûts	7,1	63,7	-
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>432,5</b>	<b>540,3</b>	<b>24,9%</b>

Au deuxième trimestre 2017, le **total des charges d'exploitation** s'est élevé à 540,3 millions EUR, soit une augmentation de 107,8 millions EUR ou 24,9 %. Hors consolidation des nouvelles filiales (107,5 millions EUR), les charges d'exploitation ont légèrement augmenté, de 0,3 million EUR, la hausse des coûts du transport (8,5 millions EUR) et les autres coûts (4,4 millions EUR) étant quasiment compensées par la diminution des services et bien divers, à l'exclusion des frais d'intérim et coûts de transport (7,9 millions EUR) et les charges de personnel et frais d'intérim (4,7 millions EUR).

Les **charges de personnel et frais d'intérim** se sont élevés au deuxième trimestre 2017 à 298,4 millions EUR et ont connu une augmentation nette de 17,7 millions EUR par rapport à la même période en 2016, en raison essentiellement de l'impact des nouvelles filiales (22,5 millions EUR).

Les effectifs moyens publiés d'une année à l'autre ont augmenté de 1.499 ETP et intérimaires, ce qui a engendré 21,5 millions EUR de coûts supplémentaires, du fait de l'intégration des ETP et intérimaires des nouvelles filiales.

Un effet mix positif a exercé un impact sur les coûts à concurrence de 3,3 millions EUR, en raison principalement du recrutement d'agents auxiliaires, d'un nombre inférieur d'intérimaires et de plus d'étudiants.

L'effet prix et autres ont eu un impact positif de 0,5 million EUR, en raison principalement de l'indexation des salaires, de l'impact de la CCT, des augmentations liées au mérite et de certains éléments de phasage comparés au premier trimestre, compensés par l'impact du tax shift et les avantages du personnel.

Si l'on ne tient pas compte de l'impact des nouvelles filiales (15,6 millions EUR), les **services et biens divers (SG&A) hors frais d'intérim et coûts de transport** ont diminué de 7,9 millions EUR. Cette baisse est due principalement à la réduction des rémunérations de tiers et des frais d'assurance, partiellement compensée par une augmentation des frais de location et des dépenses énergétiques (liée à l'augmentation des prix des carburants).

**Les coûts de transport** se sont élevés à 73,9 millions EUR, soit 25,7 millions EUR de plus que l'année dernière (ou 53,4 %), en raison du changement de périmètre (17,2 millions EUR) et de l'évolution des activités internationales.

Les **autres coûts** ont augmenté de 56,6 millions EUR. Si l'on exclut la consolidation des nouvelles filiales, l'augmentation des autres dépenses s'est chiffrée à 4,4 millions EUR, en raison principalement de l'évolution des provisions l'année dernière.

## Premier semestre 2017

En millions EUR	1S16	1S17	Evolution %
Charges de personnel et frais d'intérim	568,5	605,9	6,6%
<i>ETP</i>	24.230	25.773	6,4%
Services et biens divers (excl. frais d'intérim et coûts de transport)	180,0	205,3	14,0%
Coûts de transport	98,6	145,9	47,9%
Autres coûts	14,1	127,8	-
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>861,2</b>	<b>1.084,8</b>	<b>26,0%</b>

Au premier semestre 2017, le **total des charges d'exploitation** a augmenté de 223,6 millions EUR, soit 26,0 %. Hors consolidation des nouvelles filiales (218,0 millions EUR), les charges d'exploitation ont augmenté de 5,6 millions EUR. Si l'on exclut l'impact du changement de périmètre, l'augmentation des coûts du transport (13,9 millions EUR) et des autres coûts (6,6 millions EUR) a été partiellement compensée par la diminution des charges de personnel et des frais d'intérim (7,7 millions EUR) et des services et biens divers hors frais d'intérim et frais de transport (7,2 millions EUR).

Au premier semestre 2017, les **charges de personnel et frais d'intérim** ont augmenté de 37,4 millions EUR, en raison principalement de l'augmentation du nombre moyen de ETP et d'intérimaires (1.543 ETP), due à l'intégration des ETP des nouvelles filiales, engendrant des coûts supplémentaires de 42,4 millions EUR. Les effets prix et autres ont eu un impact négatif de 2,2 millions EUR, s'expliquant surtout par l'indexation des salaires, les impacts de la CCT, les augmentations liées au mérite et des éléments de phasage, partiellement compensés par l'impact du tax shift et les avantages au personnel. Ces effets négatifs ont été en partie contrebalancés par un effet mix positif (7,2 millions EUR) résultant pour une grande partie du recrutement d'agents auxiliaires, de moins d'intérimaires et de plus d'étudiants.

Les **services et biens divers hors frais d'intérim et coûts de transport** ont diminué de 7,2 millions EUR, hors consolidation des nouvelles filiales, en raison surtout d'une diminution des frais d'assurance et de la rémunération de tiers (due aux projets stratégiques d'entreprise de l'année dernière), partiellement compensée par une augmentation des frais de location et des dépenses énergétiques (liée à l'augmentation du prix des carburants).

Au premier semestre 2017, les **coûts de transport** se sont élevés à 145,9 millions EUR, soit 47,2 millions EUR (ou 47,9 %) de plus que l'année dernière, sous l'effet principalement du changement de périmètre (33,3 millions EUR), de règlements moins favorables de frais terminaux des années précédentes (1,9 million EUR) et de l'évolution positive des activités internationales.

L'augmentation des **autres coûts** (113,7 millions EUR) au premier semestre 2017 a surtout résulté de la consolidation des nouvelles filiales (107,1 millions EUR). De plus, l'année 2016 a bénéficié de l'augmentation de la TVA récupérable (4,0 millions EUR, de 14 % en 2015 à 18,79 % en 2016).

## Note

---

Alors que la répartition du coût d'acquisition n'a pas encore été finalisée pour le rachat d'Ubiway, cet exercice a entraîné certains alignements des pratiques comptables d'Ubiway et par conséquent certains retraitements des chiffres publiés au cours du premier trimestre 2017. Conformément aux pratiques comptables du Groupe bpost et à la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires », certains revenus ayant été comptabilisés au premier trimestre 2017 sous le modèle principal ont été retraités selon le modèle d'agent. Cela ne nécessite par ailleurs pas de nouvelle révision sur la base de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients », qui entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Par conséquent, certaines ventes et certains frais de vente sont à présent renseignés sur une base nette, ce qui a généré une baisse des revenus et des coûts d'approvisionnement à concurrence de 42,5 millions EUR dans le segment opérationnel MRS, mais sans exercer d'impact sur l'EBITDA, l'EBIT ou le résultat net.

## Flux de trésorerie

---

### Second trimestre 2017

Au second trimestre 2017, la sortie de trésorerie nette a diminué de 13,4 millions EUR par rapport à la même période de l'an dernier, s'établissant à 48,6 millions EUR.

Le **flux de trésorerie opérationnel disponible** (0,8 million EUR) est supérieur de 15,4 millions EUR à celui de l'an dernier.

Le **flux de trésorerie généré par les activités d'exploitation** a rapporté une entrée de liquidités de 2,8 millions EUR, une diminution de 9,4 millions EUR comparé au second trimestre 2016 principalement suite à la détérioration de l'évolution du besoin en fonds de roulement (-7,7 millions EUR). Le second trimestre 2016 a été impacté positivement par l'augmentation de taux de TVA déductible.

Les **activités d'investissement** ont dégagé une sortie de trésorerie de 2,0 millions EUR au second trimestre 2017, soit une diminution de 24,8 millions EUR comparée à la même période l'an dernier. Les plus faibles recettes sur la vente des immobilisations corporelles (-2,5 millions EUR) ont été plus que compensées par des dépenses en capital plus faibles (+0,4 million EUR) et les placements (+12,0 millions EUR). Les sorties de liquidités relatives aux filiales ont diminué au second trimestre 2017 comparé à l'an dernier : des sorties de liquidités ont été observées pour l'acquisition de la filiale Apple Express (+11,4 millions EUR), CityDepot (+0,2 million EUR) et FDM Australie (+0,1 million EUR) en 2016 tandis que le second trimestre 2017 a été positivement impacté par un ajustement de prix pour Ubiway (+3,1 millions EUR).

Les sorties de liquidités liées aux **activités de financement** se sont élevées à 49,4 millions EUR, une hausse de 2,0 millions EUR par rapport à l'an dernier suite à un paiement de dividendes supérieur au second trimestre 2017 (-2,0 millions EUR).

## Premier semestre 2017

Au premier semestre 2017, bpost a généré 117,3 millions EUR de trésorerie nette, soit une baisse de 64,5 millions EUR par rapport à la rentrée nette de liquidités de 181,8 millions EUR pour la même période l'année dernière.

Le **flux de trésorerie généré par les activités d'exploitation** a résulté en une rentrée de liquidités de 258,4 millions EUR, soit 34,9 millions EUR de moins qu'à la même période l'an dernier. La génération de liquidités au départ des activités d'exploitation a subi l'impact des versements plus faibles liés à Alpha (+16,1 millions EUR) et de la détérioration de l'évolution du besoin en fonds de roulement (-50,6 millions EUR) principalement suite à un phasage négatif des fournisseurs, des termes de paiements pour la Sécurité Sociale et à l'impact de l'augmentation du taux de TVA déductible en 2016.

Les **activités d'investissement** ont dégagé une sortie de trésorerie de 91,4 millions EUR au premier semestre 2017, comparée à une sortie de 62,0 millions EUR pour la même période l'an dernier. Cette augmentation s'explique principalement par une augmentation des sorties de liquidités liées aux filiales (-37,6 millions EUR) et de plus faibles produits issus de la vente d'immobilisations corporelles (-3,7 millions EUR). Ces éléments ont été partiellement compensés par des placements au premier semestre 2017 (12,0 millions EUR). Les dépenses en capital demeurent stables comparé à 2016.

Les sorties de liquidités liées aux **activités de financement** se sont élevées à 49,7 millions EUR (49,5 millions EUR en 2016), en raison d'un paiement de dividendes aux actionnaires plus élevé en 2017, partiellement compensé par une distribution de dividendes aux actionnaires minoritaires au premier trimestre 2016.

## Principaux événements du second trimestre

---

### **Le 10 mai 2017, l'Assemblée Générale a approuvé la nomination des 4 nouveaux membres du Conseil d'Administration et François Cornelis a été nommé nouveau Président du Conseil d'Administration de bpost**

L'Assemblée Générale a approuvé la nomination de Jos Donvil comme administrateur non exécutif, proposé par l'État belge, et de Thomas Hübner, Philly Teixeira et Saskia Van Uffelen comme administrateurs indépendants de bpost. Leur nomination prend effet au 10 mai 2017.

Les membres du Conseil d'Administration nouvellement constitué de bpost ont désigné au 10 mai 2017 François Cornelis en tant que nouveau Président du Conseil d'Administration de bpost. François Cornelis a succédé ainsi à Françoise Masai au poste de Président du Conseil d'Administration de bpost.

François Cornelis est administrateur indépendant du Conseil d'Administration de bpost depuis 2013. Il est titulaire d'un master d'ingénieur civil obtenu à l'Université de Louvain. De 1974 à 2011, François Cornelis a occupé différentes fonctions chez Petrofina, dont celle d'Administrateur délégué, et ensuite Président Chemicals et Vice-Président du Comité Exécutif du groupe Total.

Le mandat de François Cornelis en tant que président du Conseil d'Administration entre en vigueur le 10 mai 2017.

## Calendrier financier

---

<b>08.08.17 (10.00 CET)</b>	Conférence téléphonique avec les analystes
<b>09.10.17</b>	Début de la période de silence précédant la publication des résultats T3/2017
<b>08.11.17 (17.45 CET)</b>	Annonce des résultats T3/2017
<b>09.11.17 (10.00 CET)</b>	Conférence téléphonique avec les analystes
<b>04.12.17 (17.45 CET)</b>	Annonce d'acompte sur dividende 2017
<b>07.12.17</b>	Date ex-dividende (acompte sur dividende)
<b>08.12.17</b>	Date d'enregistrement (acompte sur dividende)
<b>11.12.17</b>	Paiement de l'acompte sur dividende

## États financiers consolidés intermédiaires condensés<sup>1</sup>

### Compte de résultats consolidé intermédiaire condensé

En millions EUR	NOTES	Total de l'année en cours, 30 juin		2e trimestre	
		2016	2017	2016	2017
Chiffre d'affaires	5	1.183,2	1.402,9	587,5	692,3
Autres produits d'exploitation		13,3	18,1	4,4	7,3
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		<b>1.196,5</b>	<b>1.421,1</b>	<b>591,9</b>	<b>699,6</b>
Approvisionnements et marchandises		(14,9)	(121,7)	(8,0)	(60,2)
Services et biens divers	6	(301,4)	(381,1)	(157,2)	(194,0)
Charges de personnel		(545,7)	(575,9)	(268,2)	(282,5)
Autres charges d'exploitation		0,8	(6,1)	0,9	(3,5)
Dépréciation - Amortissements		(44,6)	(46,0)	(22,7)	(23,3)
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>		<b>(905,8)</b>	<b>(1.130,9)</b>	<b>(455,2)</b>	<b>(563,5)</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT)</b>		<b>290,7</b>	<b>290,2</b>	<b>136,8</b>	<b>136,0</b>
Revenus financiers		2,7	2,2	2,0	0,8
Charges financières		(16,2)	(3,8)	(13,7)	(0,9)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		2,3	1,8	5,1	4,2
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>279,5</b>	<b>290,4</b>	<b>130,2</b>	<b>140,1</b>
Impôts sur le résultat		(95,7)	(94,7)	(42,3)	(40,4)
<b>RÉSULTAT DE LA PERIODE</b>		<b>183,7</b>	<b>195,8</b>	<b>87,9</b>	<b>99,7</b>
Attribuable aux:					
Porteurs des capitaux propres de la société-mère		183,1	195,9	87,5	100,1
Intérêts minoritaires		0,6	(0,1)	0,4	(0,4)

### REVENU PAR ACTION

En EUR	Total de l'année en cours, 30 juin		2e trimestre	
	2016	2017	2016	2017
► de base, bénéfice de la période de 6 mois arrêtée au 30 juin attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère	0,92	0,98	0,44	0,50
► dilué, bénéfice de la période de 6 mois arrêtée au 30 juin attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère	0,92	0,98	0,44	0,50

<sup>1</sup> Les états financiers consolidés intermédiaires condensés sont préparés conformément à IAS 34 Information financière intermédiaire

Conformément à IAS 33, le résultat par action dilué est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère (après ajustement des effets au titre des actions ordinaires potentielles dilutives) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'année, majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives.

Dans le cas de bpost, aucun effet de dilution n'affecte le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère ni le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires.

## État de résultat global consolidé intermédiaire condensé

	Au 30 juin	Au 30 juin
En millions EUR	2016	2017
<b>RÉSULTAT DE LA PÉRIODE</b>	<b>183,7</b>	<b>195,8</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>		
<i>Eléments qui seront reclassés ultérieurement dans le compte de résultats (après impôts)</i>		
Ecart dû à la conversion des devises étrangères	0,4	(3,0)
<b>ÉLÉMENTS QUI SERONT RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS, NETS D'IMPÔTS</b>	<b>0,4</b>	<b>(3,0)</b>
<i>Eléments ne pouvant pas être reclassés ultérieurement dans le compte de résultats (après impôts)</i>		
Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente par les associés	19,7	(36,1)
<i>(Perte) / gain sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	29,8	(54,7)
<i>Impact taxe sur le résultat</i>	(10,1)	18,6
Juste valeur des résultats actuariels sur les avantages sociaux définis	(5,7)	1,9
<i>Perte \ gain actuariel sur les avantages sociaux définis</i>	(7,3)	2,7
<i>Impact taxe sur le résultat</i>	1,6	(0,8)
<b>ÉLÉMENTS NE POUVANT PAS ÊTRE RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS, NETS D'IMPÔTS</b>	<b>14,0</b>	<b>(34,2)</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT POUR LA PÉRIODE, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS</b>	<b>14,4</b>	<b>(37,2)</b>
<b>RÉSULTAT TOTAL DE LA PÉRIODE, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS</b>	<b>198,1</b>	<b>158,5</b>
Attribuable aux:		
Porteurs des capitaux propres de la société-mère	197,5	158,7
Intérêts minoritaires	0,6	(0,1)

## Bilan consolidé intermédiaire condensé

En millions EUR	NOTES	Au 31 décembre	Au 30 juin
		2016	2017
<b>Actifs</b>			
<b>Actifs non courants</b>			
Immobilisations corporelles	7	561,6	552,1
Immobilisations incorporelles	8	224,4	327,1
Participations dans des entreprises associées	9	373,7	333,7
Immeubles de placement		6,2	5,9
Actifs d'impôts différés		48,2	43,8
Créances commerciales et autres créances		2,8	2,8
		<b>1.216,8</b>	<b>1.265,4</b>
<b>Actifs courants</b>			
Actifs destinés à la vente		1,5	1,2
Placements		12,0	(0,0)
Stocks		36,7	40,3
Impôt sur le résultat à recevoir		2,6	2,7
Créances commerciales et autres créances	10	481,8	366,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	538,9	658,5
		<b>1.073,5</b>	<b>1.069,7</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>		<b>2.290,3</b>	<b>2.335,0</b>
<b>Capitaux propres et passifs</b>			
<b>Capitaux propres attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société-mère</b>			
Capital souscrit		364,0	364,0
Actions propres		0,0	0,0
Réserves		274,2	319,5
Ecart de conversion		2,5	(0,5)
Bénéfices reports		135,5	195,8
		<b>776,3</b>	<b>878,8</b>
Intérêts minoritaires		3,1	3,0
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>779,3</b>	<b>881,8</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Emprunts bancaires		47,7	48,5
Avantages au personnel	12	356,7	337,5
Dettes commerciales et autres dettes	13	40,3	71,1
Provisions		31,6	31,3
Passifs d'impôts différés		1,1	1,1
		<b>477,3</b>	<b>489,6</b>
<b>Passifs courants</b>			
Emprunts bancaires		10,3	9,8
Découverts bancaires		0,0	3,8
Provisions		27,1	23,9
Impôts sur le résultat à payer	14	31,4	101,9
Dettes commerciales et autres dettes	15	964,8	824,2
		<b>1.033,6</b>	<b>963,6</b>
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>		<b>1.511,0</b>	<b>1.453,2</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>2.290,3</b>	<b>2.335,0</b>

## Mouvements consolidés des capitaux propres condensés

### ATTRIBUABLES AUX PORTEURS DE CAPITAUX PROPRES

En millions EUR	Capital souscrit	Actions propres	Autres réserves	Ecart de conversion de devise	Résultat de l'exercice	Total	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
<b>AU 1 JANVIER 2016</b>	<b>364,0</b>	<b>(0,0)</b>	<b>230,9</b>	<b>0,6</b>	<b>99,3</b>	<b>694,8</b>	<b>0,0</b>	<b>694,8</b>
Résultat de la période 2016					183,1	183,1	0,6	183,7
Autres éléments du résultat			113,3	0,4	(99,3)	14,4		14,4
<b>RÉSULTAT GLOBAL DE LA PERIODE</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>113,3</b>	<b>0,4</b>	<b>83,8</b>	<b>197,5</b>	<b>0,6</b>	<b>198,1</b>
Dividendes payés			(48,0)		0,0	(48,0)	(2,0)	(50,0)
Autres			(2,3)		0,6	(1,7)	1,4	(0,3)
<b>AU 30 JUIN 2016</b>	<b>364,0</b>	<b>(0,0)</b>	<b>293,9</b>	<b>1,0</b>	<b>183,7</b>	<b>842,6</b>	<b>0,0</b>	<b>842,6</b>
<b>Au 1 JANVIER 2017</b>	<b>364,0</b>	<b>(0,0)</b>	<b>274,2</b>	<b>2,5</b>	<b>135,5</b>	<b>776,3</b>	<b>3,1</b>	<b>779,3</b>
Résultat de la période 2017					195,9	195,9	(0,1)	195,8
Autres éléments du résultat			101,3	(3,0)	(135,5)	(37,2)		(37,2)
<b>RÉSULTAT GLOBAL DE LA PERIODE</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>101,3</b>	<b>(3,0)</b>	<b>60,4</b>	<b>158,7</b>	<b>(0,1)</b>	<b>158,5</b>
Dividendes payés			(50,0)		0,0	(50,0)	0,0	(50,0)
Autres			(6,0)		(0,1)	(6,2)	0,1	(6,0)
<b>AU 30 JUIN 2017</b>	<b>364,0</b>	<b>(0,0)</b>	<b>319,5</b>	<b>(0,5)</b>	<b>195,8</b>	<b>878,8</b>	<b>3,0</b>	<b>881,8</b>

Les fonds propres ont augmenté de 102,5 millions EUR, soit 13,2%, pour atteindre 881,8 millions EUR au 30 juin 2017 (779,3 millions EUR au 31 décembre 2016). L'augmentation est principalement due au bénéfice réalisé de 195,8 millions, partiellement compensé par l'ajustement négatif de la juste valeur du portefeuille obligataire de bpost banque pour un montant de 36,1 millions EUR et le paiement de dividendes pour un montant de 50,0 millions EUR.

## Flux de trésorerie intermédiaire consolidé condensé

En millions EUR	Total de l'année en cours, 30 juin		2 <sup>e</sup> trimestre	
	2016	2017	2016	2017
<b>Activités opérationnelles</b>				
Résultat avant impôt	279,5	290,4	130,2	140,1
Amortissements et réductions de valeur	44,6	46,0	22,7	23,3
Réductions de valeur sur créances commerciales	0,9	1,0	0,5	0,7
Gain sur la vente d'immobilisations corporelles	(9,5)	(6,7)	(2,2)	(0,8)
Variation des avantages au personnel	0,0	(4,7)	0,0	(4,5)
Autres éléments non-cash	5,2	(16,5)	7,7	(15,5)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	(2,3)	(1,8)	(5,1)	(4,2)
Dividendes perçus	0,0	5,8	0,0	5,8
Impôts payés sur le résultat	(4,0)	(7,1)	(1,8)	(3,6)
Impôts payés sur le résultat des années précédentes	(20,9)	(15,0)	0,0	0,0
<b>FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIIONNELLES AVANT CHANGEMENT DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET DES PROVISIONS</b>	<b>293,4</b>	<b>291,3</b>	<b>151,9</b>	<b>141,3</b>
Diminution / (Augmentation) des créances commerciales et autres créances	81,3	132,3	(1,0)	27,0
Diminution / (Augmentation) des stocks	1,2	0,6	0,7	(0,8)
Augmentation / (Diminution) des dettes commerciales et autres dettes	(78,0)	(162,4)	(135,5)	(163,9)
Augmentation / (Diminution) des provisions	(4,7)	(3,5)	(4,0)	(0,7)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIIONNELLES</b>	<b>293,3</b>	<b>258,4</b>	<b>12,2</b>	<b>2,8</b>
<b>Activités d'investissement</b>				
Produits découlant de la vente d'immobilisations corporelles	14,4	10,7	4,1	1,7
Acquisition d'immobilisations corporelles	(25,8)	(25,0)	(16,1)	(16,2)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(5,9)	(6,8)	(3,2)	(2,6)
Acquisition d'autres investissements	0,0	12,0	0,0	12,0
Acquisitions de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(44,7)	(82,3)	(11,7)	3,1
<b>FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(62,0)</b>	<b>(91,4)</b>	<b>(26,8)</b>	<b>(2,0)</b>
<b>Activités de financement</b>				
Remboursement des dettes et de contrats de location financement	0,5	0,3	0,6	0,6
Dividendes payés	(48,0)	(50,0)	(48,0)	(50,0)
Dividendes payés aux intérêts minoritaires	(2,0)	0,0	0,0	0,0
<b>FLUX DE TRÉSORERIE NET GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	<b>(49,5)</b>	<b>(49,7)</b>	<b>(47,4)</b>	<b>(49,4)</b>
<b>AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>181,8</b>	<b>117,3</b>	<b>(62,0)</b>	<b>(48,6)</b>
<b>IMPACT NET DU TAUX DE CHANGE</b>	<b>(0,9)</b>	<b>(1,5)</b>	<b>0,3</b>	<b>(1,6)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 1er janvier	615,5	538,9		
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 30 juin	796,4	654,7		
<b>MOUVEMENTS ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 30 JUIN</b>	<b>180,9</b>	<b>115,8</b>		

## Commentaires sur les états financiers consolidés intermédiaires condensés

### 1. Informations générales

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés de bpost au 30 juin 2017 ont été approuvés en accord avec la résolution du Conseil d'Administration du 7 août 2017.

#### Activités commerciales

bpost et ses filiales (dénommée ci-après « bpost ») fournissent des services nationaux et internationaux dans le domaine du courrier et du paquet, en ce compris l'enlèvement, le transport, le tri et la distribution de courrier adressé et non adressé, d'imprimés, de journaux, et de paquets.

Par le biais de ses filiales et de ses entités commerciales, bpost vend également toute une série d'autres produits et services, parmi lesquels des produits postaux, paquets, produits bancaires et financiers, des services de livraison express, des services de proximité et convenance, la gestion de documents et d'autres services apparentés. bpost fournit également des Services d'Intérêt Economique Général (SIEG) pour le compte de l'État belge.

#### Statut juridique

bpost est une société anonyme de droit public. Le siège social de bpost est sis au Centre Monnaie, à 1000 Bruxelles.

### 2. Base de préparation et principes comptables

#### Base de préparation

Ces états financiers intermédiaires ont été revus par un auditeur indépendant (voir notes, rapport sur la revue limitée).

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés pour ces 6 mois au 30 juin 2017 ont été préparés conformément à IAS 34, Information financière intermédiaire.

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés ne comprennent pas toutes les informations et publications requises dans les états financiers annuels, et devraient être lus en conjonction avec les états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2016.

#### Principes comptables significatifs

Les principes comptables adoptés pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires condensés sont en ligne avec ceux suivis dans la préparation des états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2016, à l'exception de l'adoption de nouveaux standards et interprétations effectifs à partir du 1er janvier 2017.

Les nouvelles normes et amendements repris ci-dessous, entrés en vigueur au 1er janvier 2017, n'ont aucun impact sur la présentation, la performance ou la position financière de bpost :

- **IAS 7 – Amendements** – Initiative concernant les informations à fournir
- **IAS 12 – Amendements** – Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes

## Normes et interprétations qui ne sont pas encore appliquées par bpost

Les nouvelles normes IFRS et interprétations IFRIC suivantes, approuvées mais pas encore effectives ou qui deviendront prochainement obligatoires, n'ont pas été adoptées par bpost dans la présentation de ses états financiers consolidés intermédiaires condensés :

Normes et Interprétations	Effectif pour le reporting commençant au ou après le
<b>IFRS 9</b> - Instruments financiers	1 janvier 2018
<b>IFRS 15</b> – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	1 janvier 2018
<b>IFRS 16</b> – Contrats de location (*)	1 janvier 2019
<b>IFRS 2 – Amendements</b> – Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions	1 janvier 2018
<b>IAS 40 – Amendements</b> – Transferts des immeubles de placement (*)	1 janvier 2018
<b>IFRS 4 – Amendements</b> – Application de la norme IFRS 9 Instruments financiers avec la norme IFRS 4 (*)	1 janvier 2018
<b>IFRIC 22</b> – Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée (*)	1 janvier 2018
<b>IFRIC 23</b> – Incertitude relative aux traitements fiscaux (*)	1 janvier 2019
Processus d'améliorations annuelles – cycle 2014-2016 (*)	1 janvier 2018

(\*) Non encore adopté par l'Union Européenne à la date de ce rapport

bpost n'a pas adopté de façon anticipée d'autres normes, interprétations ou amendements publiés mais pas encore effectifs.

### 3. Saisonnalité des opérations

Selon le sixième contrat de gestion, bpost est le fournisseur de certains SIEG. Ces derniers comprennent, entre autres, le maintien d'un réseau Retail étendu et des services tels que le paiement à domicile des pensions et l'exécution de services financiers postaux. En vertu de l'engagement pris par l'État belge vis-à-vis de la Commission européenne, la distribution des journaux et magazines ne fait plus partie du contrat de gestion. L'État belge a décidé à cet égard d'attribuer le contrat de distribution des journaux et périodiques à bpost à l'issue d'une consultation publique du marché.

La compensation des SIEG se base sur une méthodologie de coût net évité (« NAC » pour net avoided cost) et est répartie de manière égale sur les quatre trimestres. Cette méthode veille à ce que la compensation soit calculée en fonction de la différence en coût net entre le fait d'assurer ou non la fourniture des SIEG. La rémunération pour la distribution des quotidiens et périodiques est composée d'un montant forfaitaire (équitablement réparti sur les quatre trimestres) et d'une commission variable selon les volumes distribués. Cette rémunération est soumise à un calcul ex post reposant sur l'évolution des coûts de base de bpost. En cours d'année, les calculs sont effectués pour les SIEG et

la distribution des journaux et périodiques afin de s'assurer que la rémunération corresponde bien aux montants comptabilisés.

#### 4. Secteurs opérationnels

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, certaines lignes de produits liées aux solutions ont été transférées de MRS vers P&I. Compte tenu de ces changements, les chiffres de 2016 ont été rendus comparables afin de refléter ces modifications. Ces chiffres comparables figurent sous l'intitulé « comparable ». Les écarts mentionnés ci-après comparent les chiffres de 2017 avec les chiffres comparables de 2016.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des produits d'exploitation par secteur opérationnel :

En millions EUR	Total de l'année en cours, 30 juin			2e trimestre	
	2016 Comparable	2017	Evolution %	2016 Comparable	2017
MRS	910,8	1.026,2	12,7%	452,9	502,5
P&I	260,7	371,6	42,5%	131,5	187,5
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION POUR LES SECTEURS OPÉRATIONNELS</b>	<b>1.171,5</b>	<b>1.397,8</b>	<b>19,3%</b>	<b>584,3</b>	<b>690,0</b>
Corporate (catégorie de réconciliation)	25,0	23,3	-6,8%	7,6	9,6
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>1.196,5</b>	<b>1.421,1</b>	<b>18,8%</b>	<b>591,9</b>	<b>699,6</b>

Les produits d'exploitation attribuables au secteur opérationnel MRS ont augmenté de 49,6 millions EUR, comparé au second trimestre 2016, pour atteindre 502,5 millions EUR. Cette augmentation est principalement due à l'intégration d'Ubiway et à l'amélioration nette du prix et du mix du Domestic Mail, partiellement compensées par le déclin sous-jacent du volume de Domestic Mail de 6,7%.

Les produits d'exploitation de P&I ont augmenté de 56,1 millions EUR au second trimestre 2017, pour atteindre 187,5 millions EUR. L'augmentation est principalement due à la croissance continue des Domestic Parcels, pour lesquels on observe une croissance de volumes trimestrielle accélérée de 25,5%, soutenue par l'e-commerce et la croissance régulière des paquets C2C. Les International Parcels (croissance des revenus d'Asie et Europe) et l'intégration de DynaGroup ont également contribué à cette augmentation.

Les revenus inter-sectoriels sont immatériels. Il n'y a pas de produit d'exploitation interne.

À l'exception de la rémunération reçue pour fournir les services décrits dans le sixième Contrat de Gestion et dans les contrats de concession pour la presse (voir note 5), aucun client extérieur ne représente plus de 10 % du total des produits d'exploitation de bpost.

Le tableau suivant présente les revenus des clients externes alloués à la Belgique et aux pays étrangers, compris dans le total des produits d'exploitation de bpost. L'allocation des revenus entre les clients externes est effectuée selon leur localisation géographique.

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin			2e trimestre	
	2016	2017	Evolution %	2016	2017
Belgique	1.034,7	1.171,2	13,2%	514,5	578,2
Reste du Monde	161,8	249,9	54,5%	77,5	121,4
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>1.196,5</b>	<b>1.421,1</b>	<b>18,8%</b>	<b>591,9</b>	<b>699,6</b>

Les tableaux ci-dessous présentent les informations d'EBIT et d'EAT relatives aux secteurs opérationnels de bpost pour les exercices clôturés au 30 juin 2017 et 2016 :

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin			2e trimestre	
	2016 Comparable	2017	Evolution %	2016 Comparable	2017
MRS	259,2	241,0	-7,0%	124,1	108,0
P&I	41,3	42,3	2,5%	20,3	21,4
<b>EBIT DES SECTEURS OPERATIONNELS</b>	<b>300,5</b>	<b>283,3</b>	<b>-5,7%</b>	<b>144,4</b>	<b>129,4</b>
Corporate (catégorie de réconciliation)	(9,8)	6,9	-	(7,6)	6,7
<b>EBIT</b>	<b>290,7</b>	<b>290,2</b>	<b>-0,2%</b>	<b>136,8</b>	<b>136,0</b>

Au second trimestre 2017, l'EBIT du secteur opérationnel MRS a diminué de 16,1 millions EUR, pour atteindre 108,0 millions EUR. La contribution positive d'Ubiway ne pouvait pas compenser l'impact des plus faibles revenus du Domestic Mail.

L'EBIT attribuable au secteur opérationnel P&I a augmenté de 1,0 million EUR, à 21,4 millions EUR au second trimestre 2017. L'augmentation de revenus était partiellement compensée par la faible contribution des filiales à l'EBIT et des coûts de démarrage au sein de filiales, ce qui a engendré une réduction de la marge.

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin			2e trimestre	
	2016 Comparable	2017	Evolution %	2016 Comparable	2017
MRS	259,2	241,0	-7,0%	124,1	108,0
P&I	41,3	42,3	2,5%	20,3	21,4
<b>EAT DES SECTEURS OPERATIONNELS</b>	<b>300,5</b>	<b>283,3</b>	<b>-5,7%</b>	<b>144,4</b>	<b>129,4</b>
Corporate (catégorie de réconciliation)	(116,8)	(87,6)	-25,0%	(56,6)	(29,6)
<b>EAT</b>	<b>183,7</b>	<b>195,8</b>	<b>6,5%</b>	<b>87,9</b>	<b>99,7</b>

Les revenus financiers, les charges financières, la quote-part dans le résultat des entreprises associées et les charges d'impôt sur le résultat sont tous compris dans la catégorie de réconciliation « Corporate ».

Le tableau ci-dessous donne des informations détaillées sur la catégorie de réconciliation « Corporate » :

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin			2e trimestre	
	2016	2017	Evolution %	2016	2017
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>25,0</b>	<b>23,3</b>	<b>-6,8%</b>	<b>7,6</b>	<b>9,6</b>
Départements centraux (Finance, Legal, Internal Audit, CEO, ...)	(33,4)	(29,8)	-10,7%	(18,5)	(15,7)
Autres éléments de réconciliation	(1,4)	13,5	-	3,2	12,8
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>(34,8)</b>	<b>(16,4)</b>	<b>-52,9%</b>	<b>(15,3)</b>	<b>(2,9)</b>
<b>EBIT CORPORATE (CATÉGORIE DE RÉCONCILIATION)</b>	<b>(9,8)</b>	<b>6,9</b>	<b>-170,0%</b>	<b>(7,6)</b>	<b>6,7</b>
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	2,3	1,8	-20,3%	5,1	4,2
Résultats financiers	(13,5)	(1,6)	-88,1%	(11,7)	(0,1)
Impôts sur le résultat	(95,7)	(94,7)	-1,1%	(42,3)	(40,4)
<b>EAT CORPORATE (CATÉGORIE DE RÉCONCILIATION)</b>	<b>(116,8)</b>	<b>(87,6)</b>	<b>-25,0%</b>	<b>(56,6)</b>	<b>(29,6)</b>

Le résultat d'exploitation (EBIT) attribuable à la catégorie de réconciliation Corporate a augmenté de 14,3 millions EUR pour atteindre 6,7 millions EUR au second trimestre 2017, suite principalement à des revenus supérieurs, la non récurrence de coûts de projets stratégiques l'année passée ainsi qu'une évolution favorable des avantages au personnel.

Les actifs et passifs ne sont pas rapportés par secteur opérationnel dans la société.

## 5. Chiffre d'affaires

En millions EUR	Total de l'année en cours, 30 juin		2e trimestre	
	2016	2017	2016	2017
Chiffre d'affaires excluant les rémunérations SIEG	1.054,5	1.268,5	523,6	625,8
Rémunération SIEG	128,6	134,4	63,9	66,5
<b>TOTAL</b>	<b>1.183,2</b>	<b>1.402,9</b>	<b>587,5</b>	<b>692,3</b>

## 6. Service et biens divers

En millions EUR	Total de l'année en cours, 30 juin			2e trimestre		
	2016	2017	Evolution %	2016	2017	Evolution %
Loyers et charges locatives	34,5	45,8	32,9%	17,9	23,6	31,6%
Entretien et réparation	36,3	40,2	10,9%	19,4	20,7	6,4%
Fournitures d'énergie	16,1	20,2	25,1%	7,8	9,4	20,2%
Autres biens	10,0	10,0	0,4%	5,4	5,3	-2,8%
Frais postaux et de télécommunication	3,0	3,9	28,5%	1,6	1,9	22,4%
Frais d'assurance	5,8	3,8	-34,2%	3,5	0,7	-80,0%
Frais de transport	98,6	145,9	47,9%	48,2	73,9	53,4%
Publicité et annonces	6,1	7,0	14,2%	4,5	4,3	-5,5%
Consultance	5,4	4,3	-19,5%	2,3	2,4	4,2%
Intérim	22,8	30,0	31,7%	12,5	15,9	27,0%
Frais de rémunération de tiers	53,6	59,4	10,9%	29,1	30,5	4,8%
Autres services	9,2	10,6	14,8%	5,0	5,5	11,0%
<b>TOTAL</b>	<b>301,4</b>	<b>381,1</b>	<b>26,5%</b>	<b>157,2</b>	<b>194,0</b>	<b>23,4%</b>

## 7. Immobilisations corporelles

Lors du premier semestre 2017, les immobilisations corporelles ont diminué de 9,6 millions EUR, ou 1,7%, pour s'établir à 552,1 millions EUR au 30 juin 2017. Cette diminution a surtout découlé des amortissements de 38,0 millions EUR et du transfert de 3,7 millions EUR vers les actifs destinés à la vente, partiellement compensés par des dépenses en capital pour un montant de 25,0 millions EUR et l'intégration de DynaGroup pour un montant de 7,0 millions EUR.

## 8. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 102,8 millions EUR au premier semestre 2017, soit 45,8%, pour atteindre 327,1 millions EUR au 30 juin 2017. Cette augmentation s'explique principalement par les dépenses en capital pour 6,8 millions EUR et par le goodwill préliminaire résultant du rachat de DynaGroup pour 107,8 millions EUR. A noter que ce goodwill est toujours provisoire, l'allocation du prix d'achat étant actuellement encore en revue. Les effets mentionnés ci-dessus sont partiellement compensés par le règlement du prix d'achat final pour Ubiway (-3,1 millions EUR) et par des dépréciations pour 7,9 millions EUR.

## 9. Participations dans les entreprises associées

Les participations dans les entreprises associées ont diminué de 40,0 millions EUR, soit 10,7 %, pour s'établir à 333,7 millions EUR au 30 juin 2017. Cette diminution est due d'une part à la diminution des gains non réalisés sur le portefeuille obligataire pour un montant de 36,1 millions EUR, reflétant une augmentation moyenne de la courbe de rendement sous-jacent de 20 points de base (bps), et d'autre part à la distribution d'un dividende à bpost pour un montant de 5,8 millions EUR. Ceci est partiellement compensé par la part de bpost dans les bénéfices de bpost banque pour les six premiers mois de 2017 pour un montant de 1,8 million EUR. Au 30 juin 2017, les participations dans les entreprises associées comprenaient des gains nets non réalisés portant sur le portefeuille obligataire pour un montant de 131,0 millions EUR, soit 39,3% du total des participations dans les entreprises associées. Les gains non réalisés ont été générés par le faible niveau des taux d'intérêt par rapport aux rendements au moment de l'acquisition de ces obligations. Les gains non réalisés ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultats, mais directement en capitaux propres dans les autres éléments du résultat global.

## 10. Créances commerciales et autres créances courantes

Les créances commerciales et autres créances courantes ont diminué de 115,0 millions EUR, soit 23,9%, pour s'établir à 366,9 millions EUR au 30 juin 2017. La baisse est principalement expliquée par le règlement habituel de la créance relative aux SIEG au premier trimestre de l'année.

## 11. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents ont augmenté de 119,6 millions EUR, soit 22,2%, pour atteindre 658,5 millions EUR au 30 juin 2017. Cette augmentation est principalement due au flux de trésorerie opérationnel disponible normalisé (167,1 millions EUR), partiellement compensée par le paiement d'un dividende de 50,0 millions EUR.

## 12. Avantages au personnel

En millions EUR	Au 31 décembre	Au 30 juin
	2016	2017
Avantages postérieurs à l'emploi	(82,1)	(65,2)
Avantages à long terme	(107,7)	(108,9)
Indemnités de fin de contrat de travail	(4,1)	(3,2)
Autres avantages à long terme	(162,8)	(160,2)

---

**TOTAL**

**(356,7)**

**(337,5)**

---

Le 29 juin 2017, bpost et ses partenaires sociaux ont signé un accord concernant le transfert de certains avantages de transport vis-à-vis des pensionnés de bpost. Prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le plan assurant ces avantages sera transféré à une entité séparée, « Pensoc », gérée par les représentants des travailleurs. Un paiement unique à Pensoc sera effectué en juillet 2017 par bpost.

Par conséquent, bpost n'a plus d'obligation constructive envers la population inactive et l'avantage, à l'exception de la consommation jusqu'à fin 2017, n'est plus valorisé. Suite à la réduction de ce bénéfice, un profit non cash a été enregistré dans le compte de résultats consolidé de bpost, conformément à la norme IAS 19 Avantages au personnel.

Les avantages au personnel ont diminué de 19,2 millions EUR, soit 5,4%, pour s'établir à 337,5 millions EUR au 30 juin 2017. Cette diminution résulte essentiellement des points suivants :

- Le paiement d'avantages pour un montant de 14,5 millions EUR, dont 1,5 million EUR pour les avantages liés à la retraite anticipée et au travail à temps partiel.
- Des gains actuariels opérationnels (1,0 million EUR) résultant principalement des avantages « Rémunération des Absences cumulées » et « dépenses médicales ».
- Des charges additionnelles de service (11,9 millions EUR), des coûts positifs de service passé (13,7 millions EUR) et des charges d'intérêts (2,5 millions EUR).
- Des gains actuariels financiers de 1,7 million EUR dus aux changements dans les taux d'actualisation.
- Un gain actuariel de 2,7 millions EUR lié aux avantages postérieurs à l'emploi est reconnu dans les autres éléments du résultat global.

### 13. Dettes commerciales et autres non courantes

Les dettes commerciales et autres dettes non courantes ont augmenté de 30,9 millions EUR pour atteindre 71,1 millions EUR au 30 juin 2017, principalement en raison des engagements relatifs au rachat de DynaGroup.

### 14. Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat à payer ont augmenté de 70,5 millions EUR, pour atteindre 101,9 millions EUR au 30 juin 2017. Cela s'explique essentiellement par l'enregistrement de l'impôt sur le résultat, partiellement compensée par le paiement d'impôts au premier trimestre 2017.

### 15. Dettes commerciales et autres dettes courantes

Les dettes commerciales et autres dettes courantes ont diminué de 140,6 millions EUR, soit 14,6%, pour s'établir à 824,2 millions EUR au 30 juin 2017. Cette diminution s'explique par la diminution des dettes commerciales et des dettes sociales de respectivement 91,1 millions EUR et de 72,4 millions EUR, partiellement compensée par la hausse des autres dettes de 22,9 millions EUR. La réduction des dettes sociales résulte essentiellement d'une différence de calendrier, les cotisations sociales pour l'année 2016 entière (congrés payés, primes...) ayant été payées au premier semestre 2017. L'augmentation des autres dettes s'explique principalement par le paiement anticipé par l'État belge du montant (34,6 millions EUR) pour la rémunération des SIEG ainsi que par le earn out relatif à l'acquisition de DynaGroup partiellement compensés par le paiement de 24,5% des actions de Landmark en 2017.

## 16. Actifs et passifs éventuels

Le 10 décembre 2012, l'Autorité belge de concurrence a conclu que certains aspects de la politique tarifaire de bpost pour la période janvier 2010 - juillet 2011 enfreignaient les règles de concurrence belge et européenne et a imposé une amende d'approximativement 37,4 millions EUR. Même si bpost a payé l'amende en 2013, elle a contesté les conclusions de l'Autorité belge de la concurrence et a interjeté appel de cette décision devant la Cour d'appel de Bruxelles. Le 10 novembre 2016, la Cour d'appel de Bruxelles a annulé la décision de l'Autorité et bpost peut récupérer les 37,4 millions EUR d'amende. Celle-ci est considérée comme un actif éventuel, étant donné que l'Autorité Belge de la Concurrence a interjeté appel du jugement devant la Cour de Cassation pour les points de droit. bpost a été informée de cette procédure d'appel le 9 mars 2017. Compte tenu de l'incertitude qui subsiste quant à la récupération de cette amende, bpost n'a pas comptabilisé le remboursement, ni les intérêts à récupérer.

## 17. Événements survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement important impactant la situation financière de l'entreprise n'a été observé après la clôture de l'exercice.

## Rapport du Collège des Commissaires-Réviseurs d'Entreprises

---

Rapport du Collège des Commissaires – Réviseurs d'Entreprises aux actionnaires de la société anonyme de droit public bpost sur l'examen limité des états financiers consolidés intermédiaires condensés clos le 30 juin 2017 pour la période de six mois se terminant à cette date.

### Introduction

Nous avons procédé à un examen limité du bilan consolidé intermédiaire de bpost SA de droit public (la "Société") et de ses filiales (communément le « Groupe »), arrêté au 30 juin 2017, ainsi que du compte de résultats consolidé intermédiaire, de l'état du résultat global consolidé intermédiaire, de l'état des variations des capitaux propres consolidé intermédiaire, et du tableau des flux de trésorerie intermédiaire consolidé y afférent pour la période de six mois se terminant à cette date ainsi que des notes explicatives, communément, les « Etats Financiers Consolidés Intermédiaires Condensés ». La préparation et la présentation des Etats Financiers Consolidés Intermédiaires Condensés conformément à l'International Financial Reporting Standard IAS 34 Information Financière Intermédiaire adopté par l'Union Européenne relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion. Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur ces Etats Financiers Consolidés Intermédiaires Condensés basée sur notre examen limité.

### Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité conformément à la norme internationale ISRE 2410 « Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité ». Un examen limité de l'information financière intermédiaire comprend la réalisation d'entretiens, essentiellement avec le personnel de la société responsable des matières financières et comptables, l'application de revues analytiques ainsi que d'autres travaux. L'étendue de ces travaux est largement moins importante que celle d'un audit effectué conformément aux normes internationales d'audit (ISA's) et, de ce fait, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

### Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les Etats Financiers Consolidés Intermédiaires Condensés ci-joints n'ont pas été établis, dans tous ses aspects significatifs, conformément à l'IAS 34 Information Financière Intermédiaire, tel qu'adopté par l'Union Européenne.

Diegem, le 7 août 2017

Le Collège des Commissaires-Réviseurs d'Entreprises

Ernst & Young Réviseurs d'Entreprises SCCRL  
représentée par

Eric Golenvaux\*  
Associé

\* agissant au nom d'une SPRL

PVMD Bedrijfsrevisoren BCVBA  
représentée par

Caroline Baert\*  
Associée

## Autres informations financières (non audité)

### Rapprochement entre les paramètres financiers publiés et les paramètres financiers normalisés

bpost analyse également la performance de ses activités sur une base normalisée ou avant éléments non récurrents. Les postes non récurrents représentent des éléments importants de revenus ou de charges qui, en raison de leur caractère non récurrent, sont exclus du reporting interne et des analyses des résultats. bpost tend à recourir à une approche cohérente pour déterminer si un élément de revenu ou de charge est non récurrent et s'il est suffisamment important pour être exclu des chiffres rapportés pour obtenir les chiffres normalisés.

Un élément non récurrent est réputé important lorsqu'il s'élève à 20 millions EUR ou plus. Tous les profits ou les pertes sur cession d'activités sont normalisés quel que soit le montant qu'ils représentent. Les extournes des provisions dont le calcul a été normalisé à partir des revenus sont également normalisées quel que soit le montant.

La présentation des résultats normalisés n'est pas conforme aux IFRS et n'est pas audité. Les résultats normalisés ne peuvent être comparés aux chiffres normalisés par d'autres entreprises, étant donné que ces entreprises peuvent calculer leurs chiffres normalisés différemment de bpost. Les mesures financières normalisées sont présentées ci-dessous.

#### Compte de résultats

Aucun élément non récurrent n'a été identifié dans le compte de résultats au second trimestre 2017 et 2016.

#### Flux de trésorerie

Aucun élément non récurrent n'a été identifié dans le flux de trésorerie au second trimestre 2017 et 2016.

## Rapprochement entre le résultat net consolidé IFRS et le résultat net non consolidé selon les GAAP belges

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin			2e trimestre		
	2016	2017	Evolution %	2016	2017	Evolution %
<b>Résultat net consolidé IFRS</b>	<b>183,7</b>	<b>195,8</b>	<b>6,5%</b>	<b>87,9</b>	<b>99,7</b>	<b>13,5%</b>
Résultats des filiales et impacts de déconsolidation	(18,6)	(1,5)	-91,8%	(8,4)	5,7	-167,4%
Différences dans les dotations aux amortissements et réductions de valeur	(0,3)	1,8	-	(0,0)	0,8	-
Différences de comptabilisation des provisions	(2,4)	(0,3)	-88,3%	(2,2)	(0,5)	-75,9%
Effets de la norme IAS19	3,1	(33,0)	-	6,0	(29,3)	-
Impôts différés	1,5	3,3	118,0%	(0,2)	1,6	-
Autres	4,4	4,8	7,7%	(1,8)	(1,5)	-16,4%
<b>Résultat net non consolidé selon les GAAP belges</b>	<b>171,4</b>	<b>170,8</b>	<b>-0,3%</b>	<b>81,4</b>	<b>76,5</b>	<b>-6,0%</b>

Le résultat net non consolidé de bpost après impôts, préparé en vertu des GAAP belges, peut être obtenu en deux étapes à partir du résultat après impôts consolidé selon les normes IFRS.

La première étape consiste à déconsolider le résultat après impôts selon les normes IFRS, c.-à-d. :

- soustraire les résultats des filiales, à savoir retirer le résultat des filiales après impôts ; et
- éliminer tout autre impact des filiales sur le compte de résultats de l'entreprise (comme les réductions de valeur des participations) et ajouter les dividendes reçus de ces filiales. Au second trimestre 2016, les filiales ont payé un dividende de 4,0 millions EUR à bpost, à comparer aux 15,5 millions EUR de dividendes payés au deuxième trimestre 2017.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des impacts mentionnés ci-dessus :

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin		2e trimestre	
	2016	2017	2016	2017
Bénéfice des filiales consolidées par intégration globale belges (GAAP locale)	(6,7)	(9,4)	(3,6)	(4,4)
Bénéfice des filiales internationales (GAAP locale)	(7,0)	(6,7)	(4,9)	(2,7)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées (GAAP locale)	(6,6)	(6,8)	(3,5)	(2,7)
Autres impacts de déconsolidation	1,7	21,4	3,7	15,5
<b>TOTAL</b>	<b>(18,6)</b>	<b>(1,5)</b>	<b>(8,4)</b>	<b>5,7</b>

La seconde étape consiste à extraire les chiffres GAAP belges des chiffres IFRS en inversant tous les ajustements IFRS effectués pour parvenir à des chiffres GAAP. Voici une liste non exhaustive de ces ajustements :

- Différences dans le traitement des dépréciations et réductions de valeur : les GAAP belges autorisent des durées de vie utile (et donc des taux de dépréciation) différentes pour les actifs immobilisés par rapport aux IFRS. Le goodwill est amorti selon les GAAP belges alors que les IFRS exigent un test de réduction de valeur du goodwill. Les IFRS permettent également de comptabiliser les actifs incorporels au bilan autrement que les GAAP belges ;
- Les provisions sont comptabilisées suivant des critères différents selon les GAAP belges et les IFRS ;

- Les IFRS exigent que toutes les obligations futures envers le personnel soient comptabilisées en tant que dettes sous l'IAS 19, ce que les GAAP belges ne prévoient pas. Les mouvements de dettes IFRS sont comptabilisés dans le compte de résultats de la Société sous la rubrique frais de personnel ou provisions, à l'exception de l'impact des fluctuations des taux d'actualisation des obligations futures comptabilisé comme résultat financier. L'évolution d'une année à l'autre au second trimestre est principalement expliquée par l'augmentation l'année passée des charges financières relatives aux avantages aux employés, suite à une diminution des taux d'actualisation et à la réduction de l'avantage transport pour les pensionnés de bpost.
- Les impôts différés ne sont pas un principe comptable selon les GAAP belges, mais bien sous les IFRS.

## Déclaration des représentants légaux

---

Le Comité de direction de bpost déclare que, au meilleur de sa connaissance, les états financiers intérimaires consolidés abrégés, établis en vertu des normes internationales d'information financière (IFRS), donnent une image fidèle et juste des actifs, de la position financière et des résultats de bpost et des filiales incluses dans la consolidation.

Le rapport financier donne un aperçu fidèle de l'information qui doit être publiée conformément aux articles 13 du Décret Royal du 14 novembre 2007.

Le Comité de direction de bpost est représenté par Koen Van Gerven, administrateur délégué et Koen Beeckmans, Chief Financial Officer.

## Déclarations prospectives

---

Les informations de ce document peuvent inclure des déclarations prospectives<sup>2</sup>, basées sur les attentes et projections actuelles du Management concernant des événements à venir. De par leur nature, les déclarations prospectives ne sont pas des garanties de performances futures et induisent des risques connus et inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs, du fait qu'elles se réfèrent à des événements et dépendent de circonstances futures, sous le contrôle ou non de l'Entreprise. De tels facteurs peuvent induire un écart matériel entre les résultats, les performances ou les développements réels et ceux qui sont exprimés ou induits par de telles déclarations prospectives. Par conséquent, il n'y a aucune garantie que de telles déclarations prospectives se vérifieront. Elles ne se révèlent pertinentes qu'au moment de la présentation et l'Entreprise ne s'engage aucunement à mettre à jour ces déclarations prospectives pour refléter des résultats réels, des modifications d'hypothèses ou des changements au niveau des facteurs affectant ces déclarations.

---

<sup>2</sup> Comme défini entre autres au sens de l'U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995

## Glossaire

---

- **Capex** : montant total investi dans des immobilisations.
- **EAT** : Earnings After Taxes
- **EBIT ou Résultat d'exploitation** : Earnings Before Interests and Taxes
- **EBITDA** : Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortization. Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations.
- **Taux d'imposition effectif**: Impôt des sociétés/Résultats avant impôts
- **Dette nette (trésorerie nette)** représente les prêts, avec ou sans intérêts diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie
- **EBITDA/EBIT/EAT normalisé** : EBITDA/EBIT/EAT, éléments non-récurrents exclus. Les postes non récurrents représentent des éléments importants de revenus ou de charges qui, en raison de leur caractère non récurrent, sont exclus du reporting interne et des analyses des résultats. bpost tend à recourir à une approche cohérente pour déterminer si un élément de revenu ou de charge est non récurrent et s'il est suffisamment important pour être exclu des chiffres rapportés pour obtenir les chiffres normalisés. Un élément non récurrent est réputé important lorsqu'il s'élève à 20 millions EUR ou plus. Tous les profits ou les pertes sur cession d'activités sont normalisés quel que soit le montant qu'ils représentent. Les extournes des provisions dont le calcul a été normalisé à partir des revenus sont également normalisées quel que soit le montant.
- **Flux de trésorerie opérationnel disponible (FCF)**: trésorerie nette des activités d'exploitation + trésorerie nette des activités d'investissements
- **Begian GAAP** : normes du reporting financier applicable en Belgique